



DISCOURS DE FIN D'ANNEE DU PRESIDENT ORTEGA

Dans son discours de fin d'année à la nation, le président Ortega a donné les grandes orientations de l'action de son gouvernement pour 1989.

LE FSLN: PLUS UN PARTI DE MASSES QU'UN PARTI DE POUVOIR

Comment le FSLN envisage-t-il l'année 89 ? Bayardo Arce s'explique dans un entretien accordé à *Barricada*.

LES PROPOSITIONS DE LA CONTRA POUR L'INSTANT SANS VALEUR

Tant que Bush n'aura pas défini sa position en ce qui concerne les mercenaires et tant que ceux-ci seront divisés, aucune proposition de la Contra ne pourra être prise au sérieux par le gouvernement nicaraguayen.

NOUVELLES MESURES ECONOMIQUES

Le gouvernement a annoncé un nouveau train de mesures qui s'inscrit dans le droit fil de la réforme économique de février 1987.

1988, ANNEE RECORD POUR LES RAPATRIEMENTS

Près de 20'000 indigènes de la Côte atlantique réfugiés au Honduras sont retournés dans leur pays au cours de l'année 1988. Grâce à la volonté du gouvernement nicaraguayen, la disposition de la population et la solidarité internationale, tout est mis en oeuvre pour accélérer leur réinstallation.

EL SALVADOR: 1989, UNE ANNEE DECISIVE

Pour le gouvernement de Duarte, l'année qui s'achève n'a pas été bonne. 1989 s'annonce décidément encore plus mauvaise pour les forces armées qui sont sur la défensive.

EN BREF :

La Contra libère 44 séquestrés

40P 11481

S.O.S....Solidarités : une aide engagée

L'appel à l'aide d'urgence lancé dans les jours qui ont suivi le passage de l'ouragan pour réparer les dégâts causés à l'ANN a été largement entendu. Plus de 10'000 francs suisses ont été versés spontanément sur le compte d'ANN-Europe. Cet argent servira à remettre en service les installations électriques et les antennes du bureau régional ANN à Bluefields, sur la Côte Atlantique, et aussi à réparer la toiture du bureau central à Managua. Au nom de toutes les compañeras et de tous les compañeros à Managua nous vous disons un grand merci pour cette aide engagée.

C'était le 22 octobre au soir, 20h45 exactement. "Joan" était arrivé sur Managua. Des bourrasques d'une violence incroyable arrachaient trois énormes arbres dans la cour intérieure de l'agence, ceux-ci s'abattaient sur les bâtiments, éventrant la toiture, endommageant de nombreux équipements. Les pluies diluviennes se chargeaient de détruire le reste. Pendant deux jours, l'agence était condamnée au silence. Avec les moyens du bord, on a réussi à remettre en marche un des quinze télex que compte l'ANN-Managua. A coups d'improvisation, elle a repris petit à petit ses activités.

La solidarité s'est mise en marche dès notre appel. Le jour-même où nous l'avons lancé, une femme s'est présentée à notre bureau à Zurich pour faire une donation. De Berlin-Ouest, un comité de solidarité nous a annoncé qu'il envoyait sur le champ un téléscripateur à Managua, par frêt aérien. D'autres groupes de solidarité et des syndicats de R.F.A. se sont engagés à faire parvenir d'autres téléscripateurs à Managua. Pendant ce temps, "x" donations individuelles étaient virées sur notre compte, et en date du 14 décembre, elles s'élevaient à 10.234 frs.

La totalité de l'argent sera répartie entre deux projets établis, à savoir nouvelle toiture à Managua et reconstruction de l'infrastructure détruite à Bluefields.

Le plus urgent au bureau central, c'est le toit. Il abrite non seulement le personnel, composé pour l'équipe du matin comme pour celle du soir de 5 personnes dans la salle de rédaction et de 9 personnes dans la salle de transmission, mais aussi le matériel, notamment les 15 téléscripateurs qui garantissent l'échange d'informations avec les bureaux régionaux et les clients nicaraguayens. Depuis l'été dernier, la communication avec l'Europe et l'Amérique du Nord est assurée par ordinateur. En fait, seul ce PC portatif à piles a pu continuer à fonctionner, si ce n'est l'interruption de la communication pendant quelques heures due à la coupure des liaisons téléphoniques internationales. Les téléscripateurs ont beau être des appareils robustes, ils n'ont pas résisté aux pluies torrentielles qui se sont déversées sur la capitale.

A Bluefields, les problèmes sont différents. Au fil des jours ayant précédé l'arrivée de l'ouragan sur la Côte Atlantique, notre correspondante Dorothy n'avait cessé d'informer Managua sur l'évolution de la situation. Quand "Joan" s'est abattu sur Bluefields, la radio-télétype s'est tu. Bilan : les installations électriques et les antennes doivent être remplacées. Sont ressortis indemnes le téléscripateur et l'appareil radio à jondes courtes, lequel permet de joindre Managua à 300 km de là. Le dispositif fonctionne sur 12 volts, pour la bonne raison qu'en cas de panne de courant, il peut marcher avec une batterie de voiture. Différents organismes utilisent notre canal ANN pour communiquer avec leurs collègues travaillant dans les régions du Pacifique.

Ces deux projets pourront être financés avec les donations reçues jusque là. La bonne marche des activités de l'Agencia Nueva Nicaragua sera donc à nouveau possible. Pour le plus urgent tout du moins, puisque l'ensemble des dégâts avait été chiffré par l'ANN à 82'000 dollars. La réalisation de ces deux projets représente en fait 10% des nécessités globales.

A Managua, l'équipe ANN a fait tout ce qui était en son pouvoir pour mener à bien certaines réparations. Mais au-delà, c'est une question de finance. Au nom de tous ces amis à Managua, nous vous remercions de tous les efforts déjà faits et tous ceux à venir, que ce soit sous forme de matériel ou de donations. Notre CCP à Zurich : 80 - 16672-5. Mention "Joan".

ANN-Europe.

DISCOURS DE FIN D'ANNEE DU PRESIDENT ORTEGA**I) UN PLUS GRAND CHANGEMENT DES CONSCIENCES.**

"Il n'y aura aucun nouveau changement de monnaie cette année (...). Ce que nous devons provoquer, c'est un plus grand changement des consciences, chez nous tous, depuis la Direction nationale et les structures supérieures de l'Etat jusqu'aux travailleurs de la base, pour assumer avec responsabilité notre engagement à défendre le pouvoir révolutionnaire. Nous sommes arrivés au moment où la défaite de la politique des Etats-Unis est presque totale, mais nous avons payé un prix élevé sur le plan économique. Notre économie est exténuée et nous devons lui redonner un peu de vitalité par nos sacrifices".

"Nous avons la certitude qu'avec un plus grand changement des consciences, avec une idéologie plus ferme, avec plus d'austérité dans les dépenses et des économies plus importantes correspondant à notre réalité, nous allons atteindre notre objectif qui est de contenir l'inflation. C'était déjà notre but en 1988, mais l'ouragan

l'a balayé. En 1989, nous disposons de meilleurs instruments, nous avons une meilleure organisation, une meilleure vision de l'ensemble de l'économie. Par exemple, il y a des entreprises ou des institutions qui importent du matériel sous prétexte qu'elles ont des fonds propres. Nous allons mieux contrôler ces fonds propres".

II) APPEL A L'OPPOSITION

"Je voudrais lancer un appel à la réflexion aux partis d'opposition, car la base de ces partis souvent ne se rend même pas compte du mal que leurs dirigeants font au pays. La base fait souvent preuve de bonne volonté, d'un sentiment national, mais les dirigeants n'agissent pas dans ce sens.

J'invite tous les dirigeants des partis politiques d'opposition, les dirigeants des groupes économiques d'opposition, les dirigeants de l'Eglise catholique, le cardinal Obando y Bravo, les responsables des différentes Eglises, le CEPAD (Comité évangélique pour l'aide au développement), les dirigeants syndicaux, les directeurs des médias de l'opposition, les journalistes travaillant dans ces médias, à réfléchir sur les chiffres que j'ai donnés ce matin (voir encadre), pour que tous les Nicaraguayens aient un dénominateur commun, déterminé en premier lieu par la conscience claire de la cause principale de la crise que traverse le pays. Si nous nous mettons d'accord à ce propos, si nous identifions cet objectif, nous aurons avancé, même si nous avons des différences politiques et idéologiques car le problème n'est pas là(...)

Recourons au jugement des organismes internationaux, des gouvernements du monde entier qui condamnent la politique des Etats-Unis (...) et travaillons à supprimer l'agression. Et pour la supprimer, il faut avoir le courage de la condamner (...) car si l'on a le courage d'accuser le gouvernement, le sandinisme, la révolution, on doit avoir également le courage d'accuser Goliath (...) Qu'en 1989, tous les Nicaraguayens s'engagent à faire une critique constructive et non une critique destructive ! Quant à nous, nous allons agir en ce sens et nous espérons que l'opposition ait la même attitude".

III) LES PROPOSITIONS D'UN CADAVRE NE NOUS INTERESSENT PAS.

"Nous voudrions annoncer que nous prolongeons d'un mois le cessez-le-feu unilatéral. Nous demandons à la contrerévolution et au gouvernement des Etats-Unis de respecter ce cessez-le-feu (...) Il a été question de plusieurs propositions de la Contra. On a parlé de celle qu'aurait élaboré le groupe dit "des modérés" et d'une autre que préparerait le groupe de ceux qui ne veulent pas de négociation.

La proposition du groupe dit "des modérés" évoque un programme de démocratisation. S'ils veulent la démocratie, qu'ils recourent à l'amnistie, qu'ils rentrent dans notre pays et viennent apprendre ici ce qu'est la démocratie (...) Nous n'avons pas besoin de leur présenter un programme, car ici la démocratie est une réalité. Quant aux autres, on ne leur parle pas de continuer les conversations à l'OEA, à Washington, en présence du secrétaire général de cette organisation, Joao Baeña Soares, du cardinal Obando et des ministres des Relations extérieures des pays centraméricains.

C'est-à-dire que nous avons en face de nous un cadavre sans sépulture dont émane la puanteur de tous côtés. Ils lancent une proposition puante d'un côté, et une autre tout aussi puante de l'autre. On ne sait pas quelle est la proposition des Etats-Unis, gouvernement qui en fin de compte a armé le monstre et qui ne trouve aucun endroit pour l'enterrer, ni ne sait comment l'enterrer. Ce que peuvent dire les uns et les autres n'a pour nous aucune crédibilité, car nous voyons qu'à la tête de la garde somoziste, les membres de la direction ne sont pas d'accord entre eux. Que peuvent-ils faire ? Nous l'avons déjà dit: ils sont morts. Mais nous sommes disposés à recevoir ici les Nicaraguayens qui se sont engagés dans la Contra et se trouvent en territoire hondurien".

IV) NOUS NE POUVONS PAS BAISSER LA GARDE.

Le président Ortega a averti que le danger d'une intervention des Etats-Unis existe toujours, puisque c'est l'une des propositions qui ont été déposées sur le bureau de George Bush, avec d'autres qui, pour être moins militaires, ne sont pas pour autant amicales.

"Nous devons être convaincus que le gouvernement des Etats-Unis ne va pas adopter une ligne politique d'appui à la révolution. Il va chercher d'autres formes pour l'abattre. Plusieurs propositions ont été faites à Bush, on ne sait pas laquelle il va choisir. Mais nous, nous avons la responsabilité de défendre notre processus, de défendre le droit des paysans à posséder la terre, qui se perdrait avec la Contra, le droit du peuple à l'éducation, à la santé, au travail. Nous devons être responsables, c'est-à-dire que nous devons assurer la défense militaire de la révolution, nous ne pouvons pas baisser la garde. Nous devons continuer à renforcer notre armée, en terme de qualité plus qu'en terme de quantité (...), Nous devons renforcer aussi l'autre instrument de défense politique et sociale de la révolution, le ministère de l'intérieur, également dans le sens de la qualité".

V) LA COEXISTENCE, MAIS PAS A N'IMPORTE QUEL PRIX.

"La révolution est invincible, car elle est faite par le peuple et défendue par le peuple. C'est pourquoi nos ennemis doivent apprendre à coexister avec la révolution et

nous sommes disposés à chercher les formes de la coexistence avec ceux qui se sont déclarés nos ennemis, parmi lesquels se détachent particulièrement les instigateurs de cette ligne politique, à savoir les Etats-Unis (...) Le Nicaragua peut travailler à la coexistence, mais pas au prix de son esprit, de sa conviction internationaliste, de sa conviction solidaire avec les causes nobles, avec les causes des peuples qui luttent pour leur indépendance, leur autodétermination, leur souveraineté et pour la paix. Le Nicaragua ne peut accepter la coexistence si cela signifie l'abandon de la défense de l'ordre juridique international et du recours aux mécanismes juridiques internationaux. (...) Nous sommes disposés à chercher la coexistence pacifique, mais pas au prix du droit du peuple à s'organiser, à critiquer, à protester, à s'exprimer, à lutter (...), mais pas au prix de déposer les fusils qui sont aux mains du peuple. Oui à la coexistence, mais le fusil toujours au poing. En cette année du Xème anniversaire, nous allons continuer de front avec le front".

QUELQUES CHIFFRES ANNONCES PAR DANIEL ORTEGA

- 1) victimes de la guerre durant l'année 1988: 7'132 (dont 3'084 morts).
- 2) bilan des victimes depuis le début de l'agression: 57'357 (dont 29'113 morts et 16'470 orphelins). Si les Etats-Unis subissaient la même agression, ces chiffres représenteraient, toutes proportions gardées, 4,7 millions de victimes (la population de l'Etat du Minnesota), dont 2,6 millions de morts (la population de l'Etat de Virginie).
- 3) dommages économiques dus à la guerre en 1988: 255,9 millions de dollars.
- 4) dommages économiques depuis le début de l'agression: 12,2 milliards de dollars.
- 5) pertes dues à la restriction de crédit imposée par les Etats-Unis entre 1980 et 1988: 422,9 millions de dollars.
- 6) pertes dues à l'embargo commercial décrété en 1985: 315,5 millions de dollars.

"Comment quelqu'un qui se dit Nicaraguayen, indépendamment du parti politique auquel il appartient, indépendamment de sa religion, peut ignorer cette réalité ?"

VI) UNE PROPOSITION AUX PAYS CENTRAMERICAINS.

"Cette année, nous voulons aussi faire une proposition aux présidents centraméricains, à la veille de la réunion des ministres des Relations extérieures qui va se tenir à Managua et de la réunion des chefs de l'Etat qui, nous l'espérons, aura lieu à San Salvador. Nous les invitons à travailler pour une démocratie intégrale en Amérique

centrale. Cela signifie tout d'abord que nous sommes disposés à travailler à éliminer toute présence militaire étrangère dans la région et à convertir l'Amérique centrale en zone de paix, en zone neutre. Cela signifie que la participation d'autres pays au développement militaire se limiterait à ce que les Centraméricains reçoivent les armes que d'autres pays leur envoient. Cela permettrait qu'ils récupèrent leur souveraineté et leur indépendance."

"Un autre aspect de la démocratie intégrale seraient les droits de l'homme. Le Nicaragua a beaucoup travaillé dans ce sens, nous avons ouvert nos portes à tous les organismes qui s'occupent des droits de l'homme, ceux de l'ONU et de l'OEAE, la Croix Rouge, Amnesty International, America's Watch, OA, etc. Nous n'avons rien à cacher, car nous respectons les droits de l'homme. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait aucune erreur, aucun acte arbitraire aucune violation.

Ce sont des délits qui sont punis, même quand l'auteur est membre de l'armée, du ministère de l'intérieur ou du parti, car il devient un délinquant. Nous proposons donc que lors du prochain sommet des présidents, les gouvernements centraméricains s'engagent à oeuvrer sérieusement pour le respect des droits de l'homme et que la vérification de cet engagement soit effectuée par les organismes spécialisés des Nations Unies, de l'OEAE, par la Croix Rouge, Amnesty International, America's Watch et les autres organismes non gouvernementaux et religieux dont c'est la préoccupation."

Daniel Ortega, de l'entrevue accordée au journal "Barricada" le 31 décembre 1988 :

ELECTIONS

"Quant à la date des élections, nous pensons que le mieux serait qu'elles aient lieu toutes en novembre 1990. Chaque scrutin coûte entre 10 et 12 millions de dollars. Nous n'avons pas d'argent pour organiser maintenant les élections municipales, puis celles du parlement centraméricain et enfin la présidentielle et les législatives. Les élections dans le cadre de l'autonomie de la Côte atlantique sont moins coûteuses et nous allons voir si nous pouvons les faire avant 1990.

On sent déjà ici une ambiance pré-électorale, et l'économie sera sans conteste l'axe d'attaque de l'opposition. Si on interroge un militant sandiniste, il doit dire la vérité, c'est-à-dire que la situation économique est mauvaise. La population a conscience que le problème économique est lié à l'agression et que le gouvernement s'est efforcé de protéger les travailleurs. Quelle alternative peuvent offrir les partis d'opposition ? Même s'ils essaient de rejeter la faute sur le gouvernement et le Front sandiniste, ils n'ont rien à offrir."

LE FSLN: PLUS UN PARTI DE MASSES QU'UN PARTI DE POUVOIR

Managua, (ANN). Nous vous proposons des extraits de l'entretien accordé par le commandant de la révolution Bayardo Arce, vice-coordonateur de la Commission exécutive de la Direction nationale du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) au quotidien *Barricada*, publié le 28 décembre 1988.

Barricada: Quel va être la tâche prioritaire du Front sandiniste en 1989 ?

B. Arce: Tant que le panorama de la politique d'agression des Etats-Unis ne change pas, notre tâche principale sera toujours la mobilisation du peuple pour défendre la révolution. Nous ne savons pas encore ce que va faire le nouveau président des Etats-Unis. Il n'a pas encore annoncé publiquement quelle va être sa politique vis-à-vis de l'Amérique centrale et par conséquent, tant que cela ne sera pas éclairci, nous devons agir en fonction de la réalité concrète qui se présente à nous.

Barricada: Y aura-t-il une quelconque restructuration du Front sandiniste dans l'avenir ?

B. Arce : Nous pensons qu'il convient que le Front sandiniste fasse en 1989 une synthèse de l'expérience acquise au cours de ces dix années au pouvoir, et sur cette base, qu'il révise, en quelque sorte, son programme. (...) Nous avons pris le pouvoir en nous fondant sur une perception de la réalité, information dont nous nous sommes rendus compte avec le temps qu'elle n'était plus aussi valable parce que le Somozisme, entre autres, avait l'habitude de fausser les données statistiques.

Par ailleurs, nous nous faisons une idée de ce qu'étaient les révolutions triomphantes et de ce qui s'est passé au cours des divers processus politiques à partir de ce qu'en disaient les médias. Maintenant, après avoir passé dix années à connaître la réalité d'autres pays et des processus révolutionnaires, de voir le processus qui est en train de se développer en Union soviétique avec la péréstroïka., les recherches économiques des Hongrois, des Chinois, les expériences du développement économique en Allemagne Fédérale et au Japon, outre les réalités de l'Amérique latine, nous avons une perception différente de celle qui était la nôtre lorsque nous luttions contre la dictature.

Ce bagage de connaissance que nous sommes parvenus à accumuler, nous n'avons pas pu le concrétiser en un nouveau programme, parce que pour nous il a été plus important de nous défendre. Maintenant que nous sommes arrivés à mettre l'agression en échec, stratégiquement, nous pouvons nous tourner davantage vers l'avenir et penser à faire une sorte de plan 2'000 de la révolution.

(...) En 88 nous nous étions proposés d'envisager une restructuration du Front plus en accord avec la réalité vécue et nous avons plus progressé dans ce sens à la base et aux niveaux intermédiaires (...) qu'au niveau des structures centrales. Nous avons décidé d'attendre (tout en pensant à la nécessité d'une révision de programme) et en tout cas, de faire le suivi de l'expérience que nous avons peu à peu synthétisée à la base et que je peux résumer en une phrase: que le FSLN cesse de jouer le rôle d'un parti administrateur, qu'il devienne un parti agitateur, mobilisateur, organisateur (c'est-à-dire), plus lié aux masses qu'au pouvoir.

Barricada : A votre avis, quel rapport existe-t-il à l'heure actuelle entre les conditions matérielles et la mobilisation des masses ?

B. Arce : Il est logique que les problèmes économiques et matériels qu'ont engendrés ces années d'agression, le désajustement économique international et, même, certaines erreurs que nous avons commises dans notre apprentissage au cours de ces dix ans, répercutent sur l'état d'esprit du peuple (...) Mais cela engendre à la fois un autre phénomène qualitatif d'importance: le fait que ceux qui ne se démoralisent pas, ceux qui ne sont pas en pleine confusion, ceux qui ne sont pas déçus par les problèmes matériels, agissent à un niveau qualitativement supérieur.

Barricada : Comment voyez-vous rétrospectivement l'année 88 et comment envisagez-vous la vie politique du Nicaragua en 1989 ?

B. Arce : 88 a été l'une des années où nous avons appris le plus, parce que c'est l'année où nous avons déployé tous nos efforts pour clore l'ère Reagan. Ceci nous a amené à être audacieux, extrêmement actifs sur le plan international, afin de faciliter davantage les accords d'Esquipulas. Nous avons pris le taureau par les cornes, convoqué la contre-révolution pour voir s'ils souhaitaient vraiment négocier une issue honorable, et nous nous sommes lancés à expérimenter certaines mesures draconiennes d'ajustement économique pour soutenir l'effort militaire, facteur qui a permis de réaliser tout ce que nous avons réussi à faire.

Si nous n'avions pas été capables de nous défendre, nous ne serions pas parvenus à négocier avec la Contra. Ils nous auraient fait partir. Nous serions tous en prison ! 88 a donc été une année pleine de tensions, mais aussi d'audace, de grandes décisions qui, je pense, ont eu un résultat positif. Car même si la situation économique a continué à se détériorer du fait de la guerre - et, comble de malheur, nous avons même dû affronter un ouragan. Je crois que le bilan général est positif, bien que nous en sortions plus durement frappés économiquement parlant.

C'est pour cette raison que cette nouvelle année s'annonce plus tendue, qu'elle nous lance de plus grands défis. Mais je crois que de même qu'en 88 et que toutes les années précédentes, le peuple et le Front sandiniste sauront surmonter les difficultés, car l'essentiel est la confiance en notre propre capacité. Dans la clandestinité nous disions: "les Sandinistes peuvent". Je crois que nous pouvons. Nous irons de l'avant.

LES PROPOSITIONS DE LA CONTRA POUR L'INSTANT SANS VALEUR

par Jorge Sampson

Managua (ANN). Quand George Bush assumera la présidence des Etats-Unis le 20 janvier prochain, il va devoir définir la politique de son administration envers l'Amérique centrale, et sans doute le plus urgent sera de décider du sort des enfants chéris de son prédécesseur, les contras aujourd'hui vaincus.

En ce moment, seuls les plus fanatiques défenseurs des mercenaires refusent d'admettre que ceux-ci sont stratégiquement vaincus. Trois des commandants "dissidents" ont reconnu dans une lettre envoyée il y a quelques jours aux responsables de l'armée hondurienne qu'en ce moment, les forces mercenaires "n'ont pas la capacité d'affronter le sandinisme avec quelques chances de succès".

Le gouvernement nicaraguayen s'érige en vainqueur, bien que la Contra ait encore quelque souffle de vie. Comme l'a dit le président Ortega dans son discours de fin d'année, c'est "un cadavre sans sépulture", mais qui peut encore faire du mal.

Les raisons de la défaite militaire et politique des mercenaires regroupés dans la "Résistance nicaraguayenne" (RN) sont claires. Après s'être repliée en mars 1988 sur le territoire hondurien à cause de l'offensive de l'armée nicaraguayenne, de l'absence d'appui dans la population civile et de l'absence de nouveau financement de la part des Etats-Unis, la Contra est entrée dans un processus accéléré de décomposition.

Mais la brèche avait été ouverte avant: le 10 janvier 1988, un groupe de commandants des forces opérationnelles, dirigé par "Toño", "Rigoberto" et "Fernando", avait envoyé une lettre au directoire de la RN pour demander la destitution d'Enrique Bermudez, l'accusant de corruption et d'erreur dans la conduite de la guerre. Le conflit s'était résolu par la marginalisation des commandants dissidents et la confirmation de Bermudez, mais c'était un premier signe.

Après la défaite du mois de mars, deux groupes commencent à se profiler au sein du directoire de la RN: les

durs, dirigés par Bermudez et ayant l'appui de la majorité des dirigeants politiques du mouvement, et les modérés menés par Alfredo Cesar. En ce moment, il ne semble pas qu'il y ait de différences fondamentales dans le discours de chacun, la préoccupation paraissant être de savoir "qui arrivera le premier à Managua pour négocier ce qu'on pourra avec le gouvernement", comme le signale les observateurs.

Bermudez a toujours eu une position intransigeante dans les négociations avec le gouvernement, attitude qui s'est manifestée par la rupture unilatérale des conversations provoquée en juin dernier par Bermudez lui-même. Il semble que l'ancien colonel de la garde somoziste avait alors l'espoir que le gouvernement des Etats-Unis allait rouvrir le robinet à dollars et que cela permettrait que la Contra devienne une option militaire réelle - chose qui paraît impossible aujourd'hui'.

"Toño", "Rigoberto" et "Fernando", qui ont été expulsés vers les Etats-Unis par le gouvernement hondurien après leur tentative de rébellion, se sont à nouveau manifestés, bien qu'ils n'aient que peu de poids compte tenu qu'ils sont éloignés des combattants: ils ont envoyé une lettre au président hondurien José Azcona et au chef des forces armées, le général Humberto Regalado, pour leur demander "d'aider à régler les problèmes internes (de la Contra) en persuadant les intransigeants de faire preuve de plus de souplesse et de s'ouvrir au dialogue afin de permettre la restructuration totale du commandement général".

Les divergences au sein de la RN ne sont pas seulement d'ordre politique. La lutte pour les dollars de la Maison Blanche a rendu le conflit plus aigu. Wilfredo Montalvan, membre du directoire, vient d'accuser Alfredo Cesar d'essayer de garder pour lui 50 % du budget de fonctionnement de l'organisation, ce qu'il juge être "une prétention inacceptable".

Face à cette situation, le gouvernement nicaraguayen a fait connaître sa position: le vice-président Sergio Ramirez a expliqué le 3 janvier qu'en ce moment les propositions de la Contra n'ont aucune valeur pour les autorités et que l'on doit attendre que Bush définisse sa position quant aux mercenaires: "Le gouvernement qui va s'installer aux Etats-Unis doit décider de son attitude en ce qui concerne son instrument dans le pays, la Contra. Si c'est une politique de paix, d'entente et de dialogue avec le Nicaragua, nous sommes prêts à nous asseoir à la table de négociation". Cela implique que Bush prenne parti pour une des factions, ou réconcilie les frères ennemis, tâche qui n'a rien de facile.

L'attitude du Nicaragua a toujours été claire: il a poussé à la négociation pour éviter que plus de sang soit versé et assurer la reconstruction économique de la nation, comme le prouve les accords de Sapoá. Maintenant il ne

manque plus de savoir ce que va faire la prochaine administration étatsunienne. Etre président des Etats-Unis comporte des moments difficiles et ingrats: Bush va devoir mettre de l'ordre dans sa petite famille.

NOUVELLES MESURES ECONOMIQUES

par Ricardo Pino Robles

Managua (ANN) Le gouvernement nicaraguayen a mis en marche une nouvelle série de mesures économiques qui ont commencé par une dévaluation de la monnaie de 117 % et une hausse du prix du combustible et des transports.

Ces mesures, auxquelles se rajoutera un réajustement des salaires qui n'a pas encore été défini, ont été annoncées en différentes occasions par le président de la République Daniel Ortega et le vice-président Sergio Ramirez. Dans son traditionnel discours de fin d'année prononcé le 31 décembre, Daniel Ortega a rendu publique la décision de réduire de 40 % le budget du ministère de l'intérieur et de 29 % celui de l'armée sans que soit affectée pour autant la défense militaire du pays.

Le gouvernement a également décidé de réduire de 60% les investissements prévus. De son côté, Sergio Ramirez a expliqué le 3 janvier que le gouvernement ne procédera pas en 1989 à de nouvelles émissions monétaires et que le budget général de l'Etat devra être alimenté par différentes sources de financement "que ce soit les impôts, les financements étrangers ou d'autres types de transfert". Cette mesure, ajoutée à la limitation des dépenses publiques, permettra selon le vice-président de "venir à bout de l'hyperinflation".

Selon Daniel Ortega, en 1988 l'inflation a atteint 20'742 % "chiffre qui reflète l'inflation que nous avons accumulée pendant la période antérieure ainsi que la dévaluation du cordoba de 1/10'000 qui s'est produite quand nous avons effectué le changement de monnaie en février".

Le 4 janvier, le taux de change du cordoba est passé de 920 à 2'000 pour un dollar. Cette décision, qui s'inscrit dans la ligne adoptée par le gouvernement en février dernier, a pour but de stimuler les exportations agricoles sur lesquelles repose l'économie du Nicaragua.

Le nouveau "paquet" économique comprend également une augmentation de 139 %. Le prix des transports urbains, qui était resté le même depuis la réforme économique de février 1987, passe de 0,5 à 100 cordobas. Cependant, ce tarif continue à être très bas, sans du doute le plus bas du continent.

En plus du maintien de la subvention au transport urbain, le gouvernement va appliquer d'autres mesures de type hétérodoxe, parmi lesquelles figurent la distribution mensuelle à des prix subventionnés d'un "panier de la ménagère", comportant 5 kg de riz, 5 kg de haricots rouges et 2,5 kg de sucre, destiné aux employés de l'Etat, un des secteurs sociaux les plus touchés.

Les coupes budgétaires ne concernent pas la santé, l'éducation ni divers programmes sociaux tels que l'octroi de pensions aux retraités, aux mutilés de guerre, les actions en direction des orphelins de guerre et celles qui entrent dans le cadre de la campagne pour la défense de la vie de l'enfant. Par ailleurs, les enfants de moins de six ans continueront à bénéficier de la gratuite des médicaments.

Cet ensemble de mesures intervient à un moment où l'économie, déjà durement affectée par l'agression et la crise mondiale, a subi de plein fouet les effets de l'ouragan *Joan*, qui a provoqué des pertes pour un montant équivalent à 40 % du produit intérieur brut selon l'évaluation de la commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) de l'ONU. "L'ouragan, a estimé le président Ortega, est la cause principale de l'inflation galopante intervenue à la fin de l'année 1988, c'est pourquoi la réduction de l'indice de l'inflation continuera à être la première priorité dans la politique économique que nous poursuivrons en 1989".

Aux graves déséquilibres internes s'ajoute un déficit commercial chronique et important puisqu'on l'estime fin 88 à plus de 600 millions de dollars, ce qui représente presque trois fois la recette des exportations.

Malgré toutes ces difficultés, aggravées par la réduction des flux financiers internationaux, le gouvernement nicaraguayen a cependant réussi à maintenir le paiement de la dette extérieure qui s'élève à plus de sept milliards de dollars et dont le service engloutit 70 % des exportations de biens et de services.

Daniel Ortega a expliqué qu'entre 1980 et 1988 le Nicaragua a remboursé 1,2 millions de dollars, à savoir 777,9 millions en remboursement de capital et 442,9 millions en intérêts, dans des conditions que le chef de l'Etat a qualifiées "d'injustice notoire".

Divers spécialistes estiment que la profonde crise économique, la détérioration continue des termes de l'échange sur le marché mondial et la diminution des flux financiers internationaux font qu'il sera impossible cette année pour le gouvernement de continuer à payer la dette extérieure.

1988, ANNEE RECORD POUR LES RAPATRIEMENTS

par Isabel Rodriguez

Puerto Cabezas, décembre (ANN). Depuis que le rapatriement a commencé, en 1984, presque 40'000 indigènes sumus et miskitos sont retournés dans la région de l'Atlantique nord du Nicaragua. Mais c'est en 1988 que tous les records ont été battus, puisqu'en cette seule année, environ 20'000 Nicaraguayens de la Côte atlantique ont quitté le Honduras pour rentrer dans leur pays.

En effet, du fait du retour d'environ 50 % de tous les déplacés de guerre, au cours des douze derniers mois, soit par l'intermédiaire du Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), soit spontanément, l'on calcule maintenant que le nombre des communautés installées tout au long du Rio Coco, fleuve qui sépare le Nicaragua du Honduras, s'élève à 76, ce qui fait que cette zone, du côté nicaraguayen, se trouve actuellement en pleine reconstruction.

En dépit de la contre-révolution, qui a tenté d'empêcher le rapatriement en entravant le ravitaillement et en harcelant de nombreuses communautés du Rio Coco, la disposition des indigènes de continuer à produire, de reconstruire leurs villages ainsi que de s'intégrer aux milices, a été déterminante, selon les déclarations de Mirna Cunningham, déléguée du gouvernement dans cette région. La plupart des 20'000 personnes rapatriées en 1988 provenaient des communautés du Rio Coco, d'autres appartenaient à l'ethnie sumu implantée dans la zone de la mine de Bonanza. Près de 500 personnes étaient originaires de Sandy Bay, sur le littoral nord. M. Cunningham a reconnu que les personnes nouvellement rapatriées "n'ont pas tout résolu dès qu'ils passent la frontière", car les possibilités d'intégration de ces populations à leurs anciennes communautés et à la vie économique de la région se trouvent réduites par les difficultés économiques que traverse le pays.

Lorsqu'un déplacé de guerre retourne chez lui, explique la déléguée, il passe en général par deux étapes: la période d'urgence et d'assistance, et ensuite, celle de son intégration à la production. "Mais en ce qui nous concerne, nous avons tâché de diminuer la durée de la première période. Dès qu'une personne rapatriée passe le poste frontière de Leymus, nous lui remettons des racines de manioc (nourriture de base des indigènes) et des plants de bananiers afin qu'elle commence tout de suite à semer". En outre, depuis peu, les personnes rapatriées reçoivent également des semences de légumes et des outils. Grâce à l'appui du ministère de l'agriculture (MIDINRA) et de la Banque nationale de développement, un secteur de la population rapatriée a pu être financé. De plus, des organismes non-gouvernementaux comme *War no want* de Grande Bretagne, apportent leur aide à d'autres groupes, en leur fournissant des intrants et une

aide technique sur le terrain. Ces projets concernent environ 1'500 familles. Par ailleurs, le comité évangélique d'aide au développement (CEPAD) finance 24 communautés. Pour sa part, l'Eglise morave, par le biais de son organisme social "IDSIN" apporte son aide à 10 villages et la Communauté économique européenne (CEE), par l'intermédiaire du HCR, aide 8'000 rapatriés.

Grâce au MIDINRA, au système financier national "et à tous les organismes non gouvernementaux amis, nous avons pu apporter une aide aux indigènes rapatriés et leur fournir de la nourriture, des ustensiles de cuisine, des plaques de tôle ondulée". Un secteur de la population du Rio Coco a reçu 30 moteurs hors-bord, ainsi que des camions qui assurent à la communauté sumu le transport entre le fleuve et Bonanza. Parmi les actions réalisées pour soutenir les rapatriés, la déléguée du gouvernement souligne le financement de plusieurs coopératives de Sandy Bay pour développer la pêche artisanale.

Plusieurs familles situées sur la rive haute du Rio Coco, rentrées chez elles en juin 1988, ont reçu des matériaux et des outils pour reconstruire elles-mêmes leurs maisons, grâce aux démarches du Comité international de la Croix Rouge. De plus, en un an, 43 écoles ont pu être construites grâce à la solidarité internationale. Le long du Rio Coco, 150 instituteurs ont travaillé sans relâche, alphabétisant, organisant des classes pour les adultes, et des cours d'enseignement général. Actuellement se prépare une brigade d'instituteurs qui aidera à la reconstruction de l'ancien collège de Waspan. Ce centre scolaire, qui avait dû fermer en 1981 à cause du conflit armé qui opposait les indiens miskitos aux autorités nicaraguayennes, va bientôt rouvrir ses portes.

Par ailleurs, Mirna Cunningham explique que grâce à la participation de 60 travailleurs de la santé, une partie du programme préventif "pour la défense de la vie de l'enfant" lancé par le ministère de la santé a pu être accompli dans la zone du Rio Coco. Cela est d'autant plus important que ce sont les enfants qui ont le plus souffert des aléas du rapatriement.

C'est ainsi que la totalité des communautés indigènes vivant le long du fleuve ont été vaccinées au cours de l'année 1988, en dépit des efforts de la Contra pour l'empêcher. En effet, la dernière brigade médicale qui a réalisé cette tâche a été séquestrée en novembre, mais libérée peu après. Une autre brigade médicale a offert des consultations pendant plusieurs jours aux habitants de la communauté de Musawas, où se trouvent 22 familles qui ont commencé la reconstruction de ce qu'ils considèrent comme leur capitale. Toujours dans le domaine de la santé, des accoucheuses et des membres des communautés possédant quelques connaissances médicales ont reçu des cours de formation. La population s'attelle déjà à la construction de centres de santé. A toutes ces actions de soutien, il faut ajouter que le MIDINRA a donné 200 bovins, ainsi que des porcs et des volailles.

Pendant ce temps, les Miskitos ont organisé la défense de leurs villages. Nombre d'entre eux sont des combattants anti-gouvernementaux qui ont déposé les armes et se sont maintenant intégrés aux milices d'auto-défense, tout en continuant à produire. Mais ceci n'empêche pas que les commissions de paix et d'autonomie continuent à déployer tous leurs efforts pour convaincre les indigènes qui n'ont pas encore recouru à l'amnistie de s'intégrer à la vie civile.

L'on estime qu'à l'heure actuelle environ 9'000 personnes originaires de la région de l'Atlantique nord du Nicaragua qui ont été déplacées par la guerre se trouvent encore au Honduras. L'on prévoit pour 1989 le retour de 5'000 d'entre elles.

EL SALVADOR: 1989, UNE ANNEE DECISIVE

par Felipe Jaime

San Salvador, janvier (ANN). Lorsque, au cours de la dernière semaine de décembre, des centaines d'enfants provenant des zones de guerre de tout le pays ont manifesté dans le centre de la capitale salvadorienne, l'un d'entre eux a résumé à sa manière les sentiments de la majorité de la population, après huit ans de guerre: "Nous exigeons la solution négociée au conflit pour qu'il n'y ait plus d'enfants orphelins".

Alors qu'une autre année de guerre vient de s'achever, le bilan de cette période n'est pas très favorable à l'obtention de la paix. D'après le rapport de l'archevêché de San Salvador, 1'100 personnes (soldats, insurgés et civils) ont péri au cours d'opérations militaires réalisées en 1988. Selon Monseigneur Arturo Rivera, environ 85 civils ont été assassinés par les forces armées et 60 personnes exécutées par les escadrons de la mort dont les liens avec les militaires ont été dénoncés à plusieurs reprises par des organisations nationales et internationales.

Les chiffres présentés par l'archevêché comprennent les cas que le bureau légal de cette instance a pu vérifier "in situ", comme l'affirme Maria Julia Hernandez, directrice de cet organisme qui défend les droits de l'homme. De son côté, le Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) a rendu son rapport annuel dans lequel il précise avoir causé 7'932 pertes à l'armée (morts et blessés) au cours de l'année 88, parmi lesquelles figurent deux colonels, deux capitaines, 45 lieutenants, 8 sous-lieutenants, 13 officiers et 10 pilotes.

En revanche, l'armée du gouvernement affirme avoir causé 1'616 pertes aux insurgés (914 morts et 702 blessés) et avoir réalisé une centaine d'opérations militaires contre le FMLN. Il faut toutefois préciser que ces opéra-

tions ont surtout porté préjudice à la population civile vivant dans les zones de conflit. Xiomara Roques, une petite fille de 11 ans, membre du mouvement des enfants qui manifestait le 28 décembre, a expliqué: "Nous participons à cette marche pour exiger du gouvernement qu'il cesse les opérations militaires contre la population civile, qu'il arrête les bombardements et que les disparus rentrent chez eux".

"Quand les militaires arrivent dans nos cantons, ils nous maltraitent et nous forcent à laver leur linge et à leur donner à manger. Si nous protestons, ils nous frappent ou bien nous tuent", a affirmé l'un des enfants qui ont manifesté en faveur de la paix et de la justice.

Le président J. Napoleon Duarte a reconnu que, pour son gouvernement, 1988 a été une année "difficile". Il a toutefois signalé que malgré les problèmes, le pays a progressé "dans la consolidation de la démocratie", mais il n'a guère fait allusion au regain d'activité des "escadrons de la mort" qui ont récemment fait exploser un temple luthérien en plein centre de la capitale.

Sur le plan strictement militaire, la situation de l'armée est loin d'avoir été "bonne" et celle-ci se tient de plus en plus sur la défensive. C'est ce qu'a implicitement reconnu le ministre de la défense, E. Vides Casanova, quand il a affirmé: "S'ils continuent à nous attaquer, nous continuerons à nous défendre". Mais bien que l'armée traverse une passe difficile, le haut commandement a repoussé la proposition du FMLN d'une trêve de fin d'année, ce qui a d'une certaine manière renforcé l'initiative militaire des insurgés.

Dans son rapport annuel, le FMLN affirme avoir réalisé 168 embuscades, plusieurs manoeuvres régionales, cinq boycotts contre les transports et avoir attaqué pendant les derniers jours de l'année les principales casernes situées dans la capitale salvadorienne: la garde nationale, la force aérienne et le siège de l'état-major conjoint. Le FMLN souligne que ces dernières opérations, qui s'inscrivent dans la campagne "tout le peuple prépare l'insurrection", présentent la caractéristique de s'attaquer à "des objectifs stratégiques". Pour les insurgés, ces récentes actions militaires sont "des coups sévères portés aux forces armées, et plus concrètement aux commandements qui n'avaient pas encore senti la guerre de près".

Ana Guadalupe Martinez, l'un des commandants de la guérilla, a précisé qu'il n'y a pas d'offensive généralisée au Salvador, et que les médias, trop facilement influencés par l'abondance de nouvelles sur les opérations de la guérilla, donnent une fausse image de la situation, de façon à ce que "n'importe quelle action menée par un bataillon de la guérilla qui n'amène pas la victoire soit considérée comme un échec".

Elle a averti cependant que les insurgés, dans leur mouvement pour prendre la tête de l'insurrection pluraliste, ne se limitent plus à opérer dans les campagnes, mais ont commencé à attaquer les villes, arrière-garde stratégique du gouvernement démocrate-chrétien.

Un autre aspect de 1988 important à souligner est la disposition du FMLN à poursuivre le dialogue avec le gouvernement afin de trouver une solution politique négociée au conflit qui, en près de dix ans, a causé plus de 60'000 morts. Mais le refus de la Démocratie chrétienne et du haut commandement militaire de rencontrer les dirigeants de la guérilla est devenu évident. Les perspectives d'obtenir la paix en 1989 semblent très lointaines. Plusieurs faits détermineront à court terme la prochaine conjoncture: tout d'abord, la politique qu'adoptera le nouveau président des Etats-Unis, George Bush, à l'égard du Salvador. Cela définira d'une certaine manière le cours de la guerre. Ensuite, les prochaines élections présidentielles au Salvador, auxquelles participeront selon toute vraisemblance, après plusieurs années d'absence, une partie des forces de gauche menées par Guillermo Ungo, mais où l'extrême droite, représentée par l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA), a presque toutes les chances de l'emporter. Si ARENA gagne les élections, cela changera sans doute l'aspect politico-militaire de la situation car ce parti se trouvera dans l'obligation de définir sa politique de dialogue avec les insurgés ainsi que ses rapports avec Washington, qui, jusqu'à présent, ne sont pas bons.

Le FMLN a affirmé que le scrutin n'est pas la solution au conflit. "Nous savons d'avance que les élections vont être truquées". Ce processus électoral, qui entre dans le cadre du "conflit de faible intensité, ne sera pas un remède, mais aggravera la maladie" a expliqué Ana Guadalupe Martinez. La guérilla a lancé un avertissement: 1989 sera "l'année de l'insurrection et de la victoire". Une chose est sûre: la guerre se trouve déjà dans les villes. "Le coeur de l'ennemi est atteint".

EN BREF :

LA CONTRA LIBERE 44 SEQUESTRES

Managua, (ANN). "Il m'ont fait voir la mort en face pendant un an" a raconté l'un des 44 Nicaraguayens qui sont revenus dans leur pays après avoir été séquestrés dans les camps de la Contra au Honduras.

C'est avec méfiance que les autorités nicaraguayennes avaient appris que la Contra allait libérer 104 personnes, compte tenu que les mercenaires avaient déjà essayé à plusieurs reprises de monter une opération publicitaire du même genre, proposant de relâcher les 66 personnes de la liste de séquestrés qu'ils reconnaissaient officiellement avoir en leur pouvoir. On se souvient que cette liste

avait été jugée suspecte par le gouvernement nicaraguayen, puisqu'elle comportait les noms de contras notoires. Cependant, le 29 décembre, la Croix Rouge hondurienne a remis à son homologue nicaraguayenne 44 civils et militaires faisant partie du groupe de 104 personnes que la Contra venait de relâcher. Les autres avaient "choisi" de rester au Honduras ou d'aller aux Etats-Unis. "Les 60 qui sont restés sont des Gardes appartenant à des commandos" a affirmé un combattant de l'armée nicaraguayenne qui avait été capturé il y a quelques mois. Selon plusieurs des personnes libérées, les 60 qui ne sont pas rentrés au Nicaragua sont des contras sanctionnés, parmi lesquels il y a huit femmes. "Elles n'ont pas voulu revenir car elles ont participé à des assassinats, elles appartiennent à des commandos et elles avaient peur qu'on leur fasse quelque chose pour avoir collaboré avec la Contra. Mais ce n'était pas des séquestrés" a déclaré un des libérés, qui a expliqué par ailleurs qu'avant de les remettre aux autorités honduriennes, le chef Contra "Mike Lima" a averti les 44 séquestrés que celui qui donnerait des déclarations contre les "combattants de la liberté" serait abattu, et que "pour cela la Contra a déjà noté leurs adresses et celle de tous les membres de leur famille".

Un autre Nicaraguayen prisonnier depuis trois ans a déclaré qu'il avait quitté le Nicaragua pour fuir la guerre et que les mercenaires l'avaient capturé dans les rues de Danlí (Honduras). Depuis, selon ses propos, il a vécu un martyre "pire que celui du Christ". On l'a torturé pour l'obliger à avouer qu'il avait été envoyé par les Sandinistes pour connaître le type d'armes utilisées par la Contra et le nombre de combattants qu'il y a dans chaque camp.

Certains ont révélé que les mercenaires ont assassiné quatre personnes la nuit où on les a avertis de leur libération, et qu'ils avaient entendu dire que la Contra avait besoin de place dans les prisons pour 150 nouveaux séquestrés.

Les déclarations des 44 libérés contrastent avec ce qu'a affirmé le représentant de la Croix Rouge hondurienne selon lequel le gouvernement de son pays "a délivré" les Nicaraguayens et leur a permis de rentrer dans leur patrie en un geste qu'il a qualifié de "très noble".

De leur côté, les journaux nicaraguayens estiment que l'opération publicitaire de la Contra n'a pas eu l'impact qu'elle escomptait lui donner en faisant passer 60 mercenaires pour des prisonniers dans le but de prouver que la majorité préfère s'enrôler dans les files somozistes ou demander l'asile à d'autres pays plutôt que de revenir au Nicaragua.

La commission des Mères pour la défense de la paix et de la vie a évalué à plus de 6'000 le nombre de Nicaraguayens séquestrés par la Contra dans ses campements du Honduras.

ANN-EUROPE
OBJECTIF 1989 : AUTOFINANCEMENT

En trois ans d'existence, ANN-Europe s'est employée à construire la solidarité dans le domaine de l'information en poursuivant deux objectifs : d'une part, livrer au public européen une information directe sur l'évolution de la situation au Nicaragua, d'autre part, contribuer activement au développement de l'agence de presse "Agencia Nueva Nicaragua" au Nicaragua. Nous nous félicitons des résultats obtenus, puisque plus de 800 abonnés reçoivent chaque semaine le bulletin en langue française et allemande et que par ailleurs nous apportons une aide concrète sous forme de projets ou avec la livraison de matériel technique et de pièces détachées. L'aide d'urgence au lendemain de l'ouragan en est l'exemple le plus récent.

Ce bilan positif comporte malheureusement une fausse note, à savoir que nous n'avons pas été en mesure jusqu'à de couvrir tous les frais qu'occasionne notre travail ici, en Europe. Il faut savoir que pour chaque abonnement, nous enregistrons un moins et que cela coûte à l'ANN la valeur d'un demi-sac de café d'exportation. Pour combler ce déficit, ou Managua continue à sacrifier des devises pour assurer notre survie à Zurich ou un plus grand effort doit être fait en Europe. Jusqu'à présent, l'aide accordée par l'agence à Managua s'inscrivait dans le cadre du lancement et d'une première consolidation de nos activités. A l'aube de la quatrième année de notre existence, cette aide au développement incongrue du Sud vers le Nord n'est plus acceptable. L'agression étatsunienne et la crise économique obligent plus que jamais le Nicaragua à gérer ses devises avec parcimonie. En 1988, le pays a importé pour 900 millions de dollars, tandis que les recettes à l'exportation s'élèvent à 200 millions, d'où un déficit du commerce extérieur égal à 700 millions de dollars. A cela se sont ajoutés 840 millions de dégâts causés par l'ouragan. Face à cette situation dramatique, l'Agencia Nueva Nicaragua a dû, elle aussi, réduire son budget de façon drastique. Non seulement tout soutien financier de la part de Managua est devenu impensable, mais ANN-Europe devrait aller jusqu'à prendre en charge divers postes du budget accapareurs de devises comme la transmission intercontinental

C'est pourquoi il nous faut dès cette année entièrement assurer notre travail à Zurich et donc pourvoir par nos propres moyens aux coûts réels de production du bulletin édité en français et en allemand, sans pour autant négliger les projets destinés à doter ANN-Nicaragua d'une meilleure infrastructure. C'est une nécessité et c'est notre volonté. La conséquence s'avère inévitable:

LE TARIF DES ABONNEMENTS DOIT ETRE AUGMENTE EN 1989.

Comment l'ANN-Europe s'est-elle financée jusque-là ?

En trois ans, le prix de l'abonnement n'a pas changé, à savoir 80 Sfrs./300 Ffrs. l'abonnement annuel de 45 numéros, soit moins de 2 Sfrs/7 Ffrs. le bulletin. Seuls les groupes de solidarité et les organes de presse paient le tarif supérieur, respectivement de 200 Sfrs. (500 Ffrs.) et 350 Sfrs/800 Ffrs.). Ces rentrées ne suffisent pas à financer nos prestations à Zurich, car nos dépenses ne correspondent pas seulement aux coûts d'impression, d'envoi ainsi que du personnel (3 personnes à mi-temps), mais nous sommes aussi financièrement responsables à Managua de certains ressorts. Ainsi pour le personnel, c'est à nous qu'il revient de rémunérer les quatre postes de traducteurs espagnol-français/allemand. Ces services linguistiques ne profitent pas seulement à ANN-Europe, mais aussi à ANN-Managua par exemple l'émission radiophonique hebdomadaire "Le Nicaragua cette semaine", produite en français à l'agence à Managua et diffusés sur les ondes de stations amies.

Notre concours touche également le domaine technique. Au printemps 88, Zurich a monté un laboratoire de développement couleur à Managua, ce qui a nécessité l'envoi d'une photographe professionnelle pour l'opération et la formation des collègues de ce département, cela trois mois durant.

Rappelons-le, l'ANN est engagée sur trois fronts: la presse écrite, dont entre autres la publication de ce bulletin, la radio et la photographie. Nous parons donc aux urgences de toutes sortes (envoi tou récemment de transfos et de cartes à circuits imprimés pour le standard téléphonique de Managua tombé en panne). Nous nous occupons aussi de la réparation des appareils photographique ou de l'acquisition de matériel, le petit que nous confions aux brigadistes et autres voyageurs, le gros que nous logeons dans les conteneurs d'ONGs. Dans le dernier parti de Zurich en juillet 88, nous avons pu joindre des développeurs à diapositives et du papier-télex en grandes quantités. En 1987, c'étaient quatre télécriteurs, achetés d'occasion en Suisse à un prix intéressant, qui avaient ainsi été acheminés et qui depuis lors crépitaient à Managua. Bien que notre intention soit de financer de telles actions comme celle du labo-photo ou des télécriteurs par des collectes spécialement organisées à cette fin, il nous faut malgré tout faire l'appoint en débitant notre compte courant, notamment pour les frais généraux sur Zurich. Signalons que la dernière grande action a permis en août 88 de moderniser le système de télécommunication intercontinentale, assuré désormais par ordinateur.

S'autofinancer, c'est une nécessité et c'est notre volonté

La survie d'ANN-Europe ne doit pas seulement signifier maintenir notre publication hebdomadaire, mais aussi garantir la remise d'équipements dans le souci de renforcer l'infrastructure existante au Nicaragua. Pour l'Agencia Nueva Nicaragua, ce lien avec l'Europe est vital. Sans celui-

ci, c'est la diffusion de l'information dans nos pays qui serait remise en question, mais également l'approvisionnement en pièces détachées, en matériel divers, et par là-même le fonctionnement d'ANN-Nicaragua et de ses services à l'intérieur du pays. Et puis, notre canal sert au mouvement de solidarité et aux organismes présents au Nicaragua.

L'objectif pour 1989 est clair: ANN-Zurich doit s'auto-financer afin que puisse se poursuivre le développement d'ANN-Nicaragua. Ne perdons pas de vue que l'abonné-e que vous êtes ne se borne pas à acheter des informations hebdomadaires, il/elle est aussi associé-e au projet global de l'ANN, à savoir que "La Voix du Nicaragua" trouve un plus large écho.

Dans cet esprit, nous appelons de nos vœux que nous vous présentons pour la nouvelle année, votre indispensable soutien.

ANN-Europe

NOUVEAUX TARIFS DE NOS ABONNEMENTS

- tarif particulier: Sfrs. 135.--/Fff. 450.--
- tarif groupe de solidarité: Sfrs. 250.--/Fff. 700.--
- tarif organe de presse: Sfrs. 350.--/Fff.1000.--

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Telex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires, en allemand et en anglais. Directeur: Roberto García Boza.

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

